

**Article d'Alain Lamassoure, ancien ministre, député européen,
paru dans le Figaro du 28 avril 2007**

Mondialiser la paix, voilà la mission de l'Europe

Sans attendre un nouveau progrès institutionnel, l'Europe pourrait commencer à mieux exister sur la scène internationale par une initiative d'apparence modeste, mais qui changerait nos relations avec le reste du monde. Il s'agirait de définir un « agenda européen » : préciser les sujets internationaux que nous jugeons prioritaires. Alors qu'aujourd'hui l'Union n'intervient, comme l'ONU, qu'en réponse à des crises inattendues ou en réaction à des initiatives américaines : son emploi du temps lui est dicté par Zeus, ou par Washington.

1 - Tout en haut de l'agenda européen, il faut placer d'abord les malheureux Balkans. Si Javier Solana y consacre une grande partie de son temps, dans nos débats nationaux d'aujourd'hui presque personne ne s'y intéresse. C'est à nous, Européens, et à personne d'autre, d'assumer jusqu'au bout cette responsabilité-là. En rappelant que, si les pays balkaniques qui le souhaitent ont vocation à entrer dans l'Union européenne, chacun devra avoir réglé son problème national avant de poser sa candidature.

2. - Il est temps que l'Union se dote d'une vraie politique régionale. La Turquie, la Russie, le Moyen-Orient, le Maghreb, l'Afrique n'ont pas vocation à entrer dans l'UE, mais leur intérêt, comme le nôtre, est d'inventer ensemble une communauté de relations privilégiées pour accompagner leurs progrès vers la démocratie, trouver des solutions pacifiques à leurs différends, et passer des accords à long terme pour la sécurité énergétique et l'organisation des flux migratoires. Nicolas Sarkozy a évoqué la création d'une Union euro-méditerranéenne, comme premier grand chantier de cette politique de voisinage.

3. - Si l'Europe avait eu son propre agenda, et si elle avait pu en débattre de manière confiante avec son partenaire américain, nous aurions pu plaider avec bien plus de force que, pour lutter contre le fanatisme islamique, la solution du problème israélo-palestinien était infiniment plus urgente que l'invasion militaire de l'Irak. Il n'y a aucune raison pour que le problème israélo-palestinien soit une chasse gardée américaine. La solution ne pourra pas se faire sans nous, qui sommes le premier partenaire commercial d'Israël et le premier bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne. Le redémarrage d'un véritable processus de paix entre Israéliens et Palestiniens doit être le premier test et sera le premier critère de réussite de la nouvelle relation de confiance entre l'Europe et les États-Unis.

4. - Autre défi commun : l'organisation du monde du XXI^e siècle. Ce doit être la partie la plus novatrice de l'« agenda européen ». Que faut-il entendre par là ? Au-delà des problèmes particuliers du commerce ou de l'environnement, le problème numéro 1 de l'organisation mondiale en gestation est sa légitimité. Il est surprenant de constater que tous les pays occidentaux sous-estiment cette difficulté fondamentale. Non seulement le péché originel de l'ONU n'a pas été corrigé, mais il s'est considérablement aggravé avec le temps : le pouvoir y a été donné aux seules grandes puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, et celles-ci en conservent le monopole

soixante ans après, au mépris de la réhabilitation des pays vaincus, de l'égale dignité des peuples et de l'émergence des nouvelles puissances. Comment justifier l'absence, comme membres permanents du Conseil de sécurité, de l'Inde, la plus grande démocratie du monde, quatre fois plus peuplée que les États-Unis ? Celle du monde musulman, alors que la seule île indonésienne de Java est plus peuplée que toute la Russie ? Celle de tout pays africain ou latino-américain ? Celle du Japon, deuxième puissance économique mondiale et deuxième contributeur financier de l'organisation ?

Certes, un consensus sera long à obtenir sur une telle réforme. Mais l'Europe doit montrer clairement que, pour ce qui la concerne, elle est prête à mettre sur la table le problème de la légitimité de l'ordre mondial. À tout le moins peut-on commencer par élargir les clubs informels comme le G 8, pour associer les nouvelles puissances ou les organisations continentales (Union africaine, Asean, Mercosur) aux grandes concertations internationales.

Cette relégitimation doit aussi concerner tous les traités sur l'interdiction des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Les traités actuels, qui datent de la guerre froide, sont beaucoup plus difficiles à justifier aujourd'hui. S'est-on vraiment demandé à Washington, Paris ou Moscou au nom de quoi la possession de l'arme nucléaire et des missiles balistiques serait à jamais interdite aux pays qui n'en possédaient pas il y a trente ans, alors que les cinq « grands » de l'époque auraient un droit divin à conserver leur propre arsenal ? L'arrêt, absolument nécessaire, de toute prolifération ne sera possible que sur la base de principes universellement acceptables.

Au XX^e siècle, l'Europe s'est illustrée par la mondialisation de ses guerres internes. Au XXI^e siècle, elle doit tout mettre en œuvre pour rendre possible la mondialisation de la paix européenne.